

Valdības Vēstnesis

Mēsā par Valdības Vēstnesi mākot no 1. janvāra
Sagremot ekspedīcijā:
Par 1 mēnesi 1 lats 50 sant.
Piesātot mājā un pa pastu:
Par 1 mēnesi 1 lats 80 sant.
Par atsevišķu numuru: sagremot ekspedīcija 8 .
pa atskaitētām 7 .

Latvijas valdības

iznāk katru dienu, izņemot



Redakcija:

Rīga, pili N 3. Tel. N 9-29
Rusas ielās nr 11-12

oficiāls laikraksts

svētdienas un svētkudienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīga, pili N 1. Tel. N 9-57
Atvērs no pāris en 9-3

Sludinājumu maksas:

- a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienību gāmā riņķīm 3 lat. 60 sant.
b) citām iestādēm un amatā personām par katrai vienslejīgu riņķīpu 12 .
c) privātiem par katrai vienslejīgu riņķīpu (par obligat. sludin.) 20 .

No 83

Ceturtdien, 16. aprīli 1925. g.

Astotais gads

Likums par tirdzniecības konvenciju starp Latviju un Šveici.

Valsts Prezidenta pavēle.

Rikojums par laukstrādnieku pārvadāšanu par pazeminātu maksu.

Sacīma ir pieņemusi un
Valsts Prezidents izsludina
šādu likumu:

LIKUMS par

tirdzniecības konvenciju starp Latviju un Šveici.

1. 1924. g. 4. decembrī Berlinē starp Latviju un Šveici noslēgtā un parakstītā tirdzniecības konvencija ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums sājas spēkā no izsludināšanas dienas. Līdz ar likumu izsludināmā arī šī likuma 1. pantā minētā tirdzniecības konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.

3. Konvencija sājas spēkā konvencijas 16. pantā paredzētā ratifikacijas dokumentu apmaiņas dienā.

Rīga, 1925. g. 16. aprīli.

Valsts Prezidents J. Čakste.

autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront exporter, en se conformant aux lois du pays, le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être atteints à payer, pour cette exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux que les ressortissants de la nation la plus favorisée devraient acquitter en pareil cas.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays d'une protection et d'une sécurité complètes, relativement à leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront libre accès auprès des Tribunaux de toutes les instances, et des autres autorités compétentes, soit pour présenter une réclamation, soit pour la défense de leurs droits. D'une manière générale, ils bénéficieront, pour tout ce qui se rapporte à l'administration de la justice, des mêmes droits et priviléges que les ressortissants de la nation la plus favorisée et ils auront, comme ceux-ci, la faculté de choisir eux-mêmes, pour la sauvegarde de leurs intérêts, des avocats ou mandataires dûment autorisés en vertu de la loi du pays.

Article 5.

Les maisons, magasins, manufactures et boutiques des ressortissants de chacune des Parties contractantes résidant dans le territoire de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent et sont affectés à des usages licites, seront respectés conformément aux lois du pays. Il ne sera pas permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions, ni d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes des intéressés, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois du pays.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toute espèce de service militaire, de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu de service personnel. Ils seront dispensés de participer à tout emprunt ou don national forcé.

Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux ressortissants de la nation la plus favorisée, dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours moyennant une juste indemnité.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront aussi exempts

de toute charge et fonction judiciaires, administratives ou municipales quelconques.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront pas soumis, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, à des charges ou à des droits, impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Toutefois, demeurent réservées les dispositions de l'article 13, dernier alinéa, concernant les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes.

Article 8.

Les sociétés anonymes ou autres, qui sont ou seront valablement constituées d'après les lois de l'une des Parties contractantes et ayant leur siège sur son territoire, seront juridiquement reconnues dans l'autre pays, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux moeurs; elles auront, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des Tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Les dites Sociétés jouiront des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée. En outre, elles ne seront pas soumises à des taxes, contributions et, d'une manière générale, à aucunes redevances fiscales autres ou plus élevées que celles imposées aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Chacune des Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les villes, ports et places de l'autre Partie, sauf dans les localités où il y aurait inconvenient à admettre ces fonctionnaires. Toutefois, cette restriction ne saurait être appliquée à l'une des Parties contractantes sans l'être également à tous les Etats.

Les dits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ayant reçu du Gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'equivalent ou toute autre autorisation valable, auront le droit d'exercer les mêmes fonctions que les fonctionnaires consulaires de même grade et de même catégorie de la nation la plus favorisée et de jouir de tous les priviléges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés à ces derniers. Le Gouvernement qui a donné l'equivalent ou une autorisation analogue a le droit de les retirer, s'il le juge opportun; toutefois, il est tenu d'indiquer les motifs de ce retrait.

Article 10.

Si un ressortissant de l'une des Parties contractantes vient à décéder dans le territoire de l'autre Partie sans laisser d'héritiers connus, ni d'exécuteurs testamentaires, les autorités du lieu du décès en avisent le fonctionnaire consulaire du pays d'origine, afin qu'il transmette aux intéressés les informations nécessaires.

Les autorités compétentes du lieu du décès ou du lieu où les biens du défunt sont situés prendront, à l'égard de ces biens, toutes les mesures conservatoires que la législation du pays prescrit pour les successions des nationaux.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie de la Lettonie ou de la Suisse, importés dans l'un des deux pays et destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage,

soit à la réexportation ou au transit, ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, être assujettis à des droits, taxes, surtaxes, impôts, contributions ou obligations générales ou locales autres ou plus onéreux que les produits de la nation la plus favorisée.

Aucune des Parties contractantes ne fera dépendre l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires ou possessions de l'autre Partie de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seraient imposés pour l'exportation du même article à destination de tout autre pays.

Les Parties contractantes s'engagent à ne maintenir les restrictions ou prohibitions concernant l'importation et l'exportation de certaines marchandises que pendant le temps et dans la mesure rendus indispensables par les conditions économiques actuelles.

Demeurent en tout temps réservées les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation décrétées:

1. dans des circonstances exceptionnelles, relativement aux provisions de guerre;
2. par raison de sûreté publique;
3. pour des raisons de police sanitaire et vétérinaire et en vue de protéger des plantes contre les maladies, les insectes, les parasites et autres ennemis de toutes espèces;
4. en cas de monopoles d'Etat.

Article 12.

Si l'une des Parties contractantes frappe les produits d'un tiers pays de droits plus élevés que ceux applicables aux mêmes produits originaires et en provenance de l'autre Partie, ou si elle soumet les marchandises d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux mêmes marchandises de l'autre Partie contractante, elle est autorisée, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits les plus réduits aux produits provenant de l'autre Partie ou leur admission à l'entrée, de la présentation de certificats d'origine délivrés par les autorités qui s'enront, à cet effet, désignées par le pays d'exportation.

Article 13.

Tout en bénéficiant des plus grands avantages qui pourront résulter du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis-voyageurs, qui prouveront, au moyen d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par la loi, auront, en se conformant aux lois du pays et sous réserve des dispositions sur la police des étrangers, le droit de faire dans l'autre pays les achats pour leur commerce, leur fabrication ou leur entreprise et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons procédant à la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où les voyageurs de commerce nationaux y sont autorisés.

Les échantillons ou modèles importés par les dits industriels et commis-voyageurs seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, conformément aux règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexpédition ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexpédition dans le délai prévu par la loi.

La réexportation des échantillons des voyageurs de commerce pourra s'effectuer aussi par un autre bureau de douane que celui de l'importation. Il est entendu que, dans ce cas, le bureau de réexportation sera autorisé à rembourser de son propre chef à l'ayant droit le dépôt ou le cautionnement qui aura pu être fourni pour assurer la réexportation ou le paiement des droits de douane, en cas de non-réexportation dans le délai prescrit.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes auprès de personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, et les Parties contractantes se réservent à cet égard l'entièr liberté de leur législation.

Article 14.

Ne seront pas considérés comme dérogant au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est à la base de la présente Convention, les franchises, immunités et priviléges mentionnés ci-après, à savoir :

- les priviléges qui ont été ou pourraient être accordés à des Etats voisins, relativement au trafic frontière;
- les priviléges qui ont été ou pourraient être consentis par une des Parties contractantes à un tiers Etat en vertu d'une Union douanière;
- les franchises, immunités et priviléges que la Lettonie reconnaîtrait à un des Etats baltiques (Finlande, Estonie, Lituanie) en raison d'accords particuliers il en est de même des priviléges que la Lettonie pourrait accorder à la Russie en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Il est entendu que la Suisse bénéficia immédiatement et sans condition de ces franchises, immunités et priviléges au cas où la Lettonie les accorderait, en tout ou en partie, à un tiers Etat non mentionné ci-dessus.

Article 15.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les Parties contractantes relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente Convention et n'auraient pas pu être résolues par la voie diplomatique seront délivrées, à la demande d'une seule des Parties, à un Tribunal arbitral composé de trois membres.

Les Parties contractantes désignent chacune un membre à leur gré et nomment le surarbitre d'un commun accord.

Ces nominations interviendront dans un délai aussi bref que possible.

Le surarbitre ne doit pas être un ressortissant des Parties contractantes, ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Si les Parties ne tombent pas d'accord sur le choix du surarbitre dans le délai d'un mois à compter du jour où l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de soumettre le litige à l'arbitrage, le surarbitre sera désigné librement par le Président de la Cour Permanente de Justice internationale.

Le Tribunal arbitral se réunira au lieu désigné par le surarbitre.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 16.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Berlin aussitôt que possible.

La Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et tout d'abord pour une durée d'un an. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera prolongée par voie de tacite reconduction pour une durée indéterminée et sera dénonçable en tout temps en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé et revêtu de leurs sceaux la présente Convention.

Fait à Berlin, en double original, le quatre décembre mil neuf cent vingt-quatre.

Signé:

Dr. Oskar Voits.

Signé:

Rüfenacht

Tulkojums no franču valodas Tirdzniecības konvencija starp Latviju un Šveici.

Latvijas valdība un Šveices Savienības Federalpadome, vēlēdamās veicināt un attīstīt tirdznieciskos sakarus abu valstu starpā, nolēma noslēgt konvenciju un šai nolūkā iecēla par saviem pilnvarotiem:

Latvijas Republikas Valdība:

Dr. Oskaru Voita kungu, Latvijas ārkārtēju sūtni un pilnvarotu ministri Šveicē;

Šveices Savienības Federalpadome:

Dr. Hermanni Rüfenach kungu, Šveices ārkārtēju sūtni un pilnvarotu ministri Berlīnē,

kuji, pēc savstarpīgas iepazīšanās ar viņu attiecīgām pilnvarām, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojās par sekošiem pantiem:

1. pants.

Katras ligumslēdzējas valsts piederīgiem, kas mit otras valsts teritorijā, pienācīgi visās lietas, kuras attiecas uz viņu nodarbošanos ar arodīem un profesijām, rūpniecību uzņēmumu izmantošanu, atļaujo salīkumi un tirdzniecību, tādus pašus noteikumus, kā vislielāko labvēlibu bandošas valsts piederīgiem, ja viņi ievēro valsts likumus. Paliek tomēr spēkā 13. panta pēdējā nodalījuma noteikumi par ceļojošiem amatniekiem, kolpo tažu un pasūtījumu meklēšanu.

2. pants.

Katras ligumslēdzējas valsts piederīgiem ir tiesība, ievērojot valsts likumus, iegūt, valdīt, nomāt un ienemt, uz tādiem pašiem nosacījumiem, kā vislielāko labvēlibu bandošas valsts piederīgiem, viņiem nepieciešamos namus, darbnicas, nolikavas, pārdotavas un telpas, un nomāt zemi atļautas lietošanas nolūkā.

Visās lietās attiecībā uz kustamu lietu nodošanu testamentāriskas vai citādas mantošanas ceļā, kā arī uz tiesību rikoties kādā nebūt veidā ar visām mantām, kuras viņi var iegūt likumīgā ceļā, viņi būjā otras ligumslēdzējas valsts teritorijā, ievērojot valsts likumus, tādās pašas priekšrocības, brīvības un tiesības, kā vislielāko labvēlibu bandošas valsts piederīgie un nav šai ziņā padoti nekādiem citiem vai augstākiem nodokļiem, taksēm, vai nodevām, neatkarīgi no pēdējo nosaukuma, kā tikai tiem, kuras piemēro vai piemēros vislielāko labvēlibu bandošas valsts piederīgiem.

3. pants.

Katras ligumslēdzējas valsts piederīgiem ir izvest, ievērojot valsts likumus, par viņu pārdoto ipašumu, saņemto maksu un vispārīgi viņu mantas, nemaksajot par šādu izvešanu citus vai augstākus nodokļus, kā tos, kas būtu jāmaksā lidzīgā gadījumā vislielāko labvēlibu bandošas valsts piederīgiem.

4. pants.

Katras ligumslēdzējas valsts piederīgiem ir ievērojot valsts likumus, par viņu pārdoto ipašumu, saņemto maksu un vispārīgi viņu mantas, nemaksajot par to viņa piederības valsts konsulariēdīm, lai tas interesentiem piesūta vajadzīgās ziņas.

Atpieķējīgās iestādēm miršanas vietā valētā, kur atrodas mītūšā mantas, ir jāspēj, attiecībā uz šīm mantām, visi aizsardzības soļi, kuras noteic šādas valsts likumi attiecībā uz pašas valsts piederīgo matojumiem.

5. pants.

Katras ligumslēdzējas valsts piederīgiem, otrs valsts teritorijā dzīvojošu personu nami, veikalī, darbnicas un pārdotavas un visas pie tiem piederīgās telpas, kuras izlieto likumīgā veidā, bauda aizsardzību saskaņā ar attiecīgas valsts likumiem. Nav atļauts statīties pie šo dzīvokļu apskatēm un pie kārtīšanas, kā arī pārbaudīt vai iestādīties interesentā grāmatās, papīros vai tēkinos, citādi kā tikai ievērojot attiecīgas valsts likumos paredētos nosacījumus un kārtību.

6. pants.

Katras ligumslēdzējas valsts piederīgiem atļaut ināmi otras valsts teritorijā no katra veida kārtībā, no katra priesiedētā maksājumi, naudā vai graudā, kas noteikti personīga dienesta vieta. Viņi ir atsvabināti no katra priesiedētā maksājumiem, kā tie, kas uzlikti vai tiks uzlikti, izvedot to pašu ražojumu uz katra cū valsti.

Militārās kļaušas un rekvizīcijas attiecīnāmas uz viņiem miera un kārtībā laikā tādās pat apmēros un uz tādiem

pat pēc ipiem, kādi pienācīti vislielāko labvēlibu bandošas valsts piederīgiem un katrai pret taisnīgu attīdzību.

Katras ligumslēdzējas valsts piederīgie vienlīdzīgi atsvabināti no visiem tiesas administratīviem vai pašvaldības uzdevumiem un amatēm.

7. pants.

Katras ligumslēdzējas valsts piederīgie, ja tie piemērojas attiecīgas valsts likumiem, nav aoleikami ar citiem vai augstākiem nodokļiem, nodevām, taksēm vai priesiedētā maksājumiem, kāda veida tie arī nebūtu, nekā ir apliki vai varētu tikt apliki vislielāko labvēlibu bandošas valsts piederīgie. Tomēr paliēk spēkā 13. panta pēdējā nodalījuma noteikumi par ceļojošiem amatniekiem, kolpo tažu un pasūtījumu meklēšanu.

8. pants.

Akciju vai citādas sabiedrības, kas likumīgi nodibinātas vai tiks nodibinātas saskaņā ar vienas ligumslēdzējas valsts likumiem un kuru miteklis atrošas minētās valsts teritorijā, tiesiski atzīst otrā valsts, ja viņu mērķis nav nelikumīgs vai netikumīgs; ievērojot likumus un noteikumus viņam ir brīvi un viegli pieejamas tiesas lai prasītu vai aizstāvētu savas tiesības.

Minētās sabiedrības bausa tādās patiesībās un priekšrocības, kādās piešķirtas vai tiks piešķirtas vislielāko labvēlibu bandošas valsts līdzīgām sabiedrībām. Bez tam viņas nav apliekamas ar citām vai augstākām taksēm, priesiedētā maksājumiem un vispārīgi iekārtām maksājumiem, nekā tie, kuras uzliek vislielāko labvēlibu bandošas valsts sabiedrībām.

9. pants.

Katra ligumslēdzēja valsts var iecelt generalkonsulus, konsulus, vicekonsulus, konsularagentus otrās ligumslēdzējas valsts pilsētās, ostās un vietās, izņemot tās vietas, kuras būtu neērti pielāst šādus ierēdņus. Tomēr šādu aprobēžumu nevar piemērot vienai ligumslēdzējai valstij, nepiemērojot to līdzīgi viņam valstīm.

Minētām generalkonsuliem, konsuliem, vicekonsuliem un konsulariem agentiem pēc eksekūturas vai katras citas pienācīgas atļaujas sapemšanas no tās valsts valdības, kura tie iecelti, ir tiesība izpildīt tos pašus amata pienākumus, kā tās pašas pakāpes un tās pašas šķiras vislielāko labvēlibu bandošas valsts konsularierēdījum un baudit visas priekšrocības, izņēmumus un neizskājamības, kuras piešķirtas vai tiks piešķirtas šiem pedējiem. Valdībai, kas piešķirusi eksekūturu vai līdzīgu atļauju, ir tiesība atņemt to atpakaļ, ja viņa uzskata to par vajadzīgu, tomēr viņai ir jāuzrāda šādas atļaujas iemesli.

10. pants.

Ja vienas ligumslēdzējas valsts piedērigais nomiris otras ligumslēdzējas valsts teritorijā, neatstājot ne zināmus mantīniekus, ne testamenta izpildītājus, miršanas vietas attiecīgās iestādes paziņo par to viņa piedēribas valsts konsulariēdīm, lai tas interesentiem piesūta vajadzīgās ziņas.

Atpieķējīgās iestādēm miršanas vietā valētā, kur atrodas mītūšā mantas, ir jāspēj, attiecībā uz šīm mantām, visi aizsardzības soļi, kuras noteic šādas valsts likumi attiecībā uz pašas valsts piederīgo matojumiem.

11. pants.

Latvijas vai Šveices zemes rūpniecības rāzojumi, kas ievestī vienā no abām valstīm, patēriņam, novielošanai, atkalizvešanai vai tranzītam, nav apliekami ievēšanas, izvešanas, atkalizvešanas un tranžīta ziņā ar citiem vai augstākiem nodokļiem, taksēm, papildu taksēm, nodevām, priesiedētā maksājumiem, vispārīgiem vai vietējiem pienākumiem, kā vislielāko labvēlibu bandošas valsts rāzojumi.

Neviena ligumslēdzēja valsts nestāda kāda rāzojuma izvešanu uz otras ligumslēdzējas valsts teritorijām vai posesjām atkarībā no citiem vai augstākiem nodokļiem vai maksājumiem, kā tie, kas uzlikti vai tiks uzlikti, izvedot to pašu rāzojumu uz katra cū valsti.

Ligumslēdzējas valsts appējas neuzturēt spēkā zināmu preču ievēšanas un izvešanas aprobēžumus vai aizliegumus ilgāk un plašāk mērā, nekā to prasa acīmirkligie zaimnieciskie apstākļi.

Tomēr arī vien paliek spēkā ievēšanas vai izvešanas aizliegumi un aprobēžumi, kas izdoti.

- izņēmuma apstākļos, attiecībā uz kāja materialiem;
- sabiedrības drošības labā;
- sanitātē un veterinaras uzraudzības labā, lai aizsārgātu stādus pret slimībām, kukainiem, parazītiem un visā veidā veida cūiem kaitēkļiem;
- valsts monopola gadījumos.

12. pants.

Ja viena ligumslēdzēja valsts apliekītās valsts rāzojumus ar augstākiem nodokļiem, kā tie, kuras piemēro nevis pašiem rāzojumiem, kas ceļas un nāk no otras ligumslēdzējas valsts vai, ja viņa piemēro trešās valsts precēm ievēdu aizliegumus vai aprobēžumus, kuras ir nepiemēro otrās ligumslēdzējas valsts tādām pat precēm, viņai ir tiesības, ja to prasītu apstākļi, nostādīt zemāku nodokļu piemērošanu vai ievēšanas aļļauj attiecībā uz rāzojumiem, kas nāk no otras ligumslēdzējas valsts, atkarībā no izcelšanās vietas aplieciņu iesniegšanas, kas izdāmas no Izvedējas valsts kā nolūkā nozīmētām attiecīgām iestādēm.

13. pants.

Vienmēr paturot spēkā vislielākas priekšrocības, kuras var piešķirt vislielāko labvēlibu bandošas valsts noteikumi vienas ligumslēdzējas valsts tirgotājiem, fabrikantiem un citiem rāzotājiem, kā arī viņu ceļojošiem tirdzniecības agentiem, kas pierāda ar viņu valsts iestāžu izdotu legitimacijas karti, ka tiei atļauts nodarboties ar tirdzniecību un rūpniecību un ka tie tur maksātā likumā noteiktās taksēs un nodokļus, ir tiesība, ievērojot attiecīgās valsts likumus un neizskājot noteikumus par ārvalstnieku uzraudzību, izdarīt otru ligumslēdzēja valsti iešķumus viņu tirdzniecībai, rūpniecībai vai uzņēmumam un meklēt tur pasūtījumus pie personām vai firmām, kas nodarbojas ar atkalizvešanu vai, kas profesionali vai rūpniecīkā nozīkā izlieto piedāvātās preces. Viņi var iemīti sev līdzi paraugus vai modeļus, bet ne preces, izņemot gadījumus, kur tas ir atļauts savas valsts piedēriem ceļojošiem tirdzniecības agentiem.

Minēto rūpnieku un celojošu tirdzniecības agentu ieviestie paraugi valētā, kur atrodas mītūšā mantas, ir neizņemamās, kārā ligumslēdzēja valsti no ievēdu un izvedu nodokļiem, saskaņā ar muitas no eikumiem un formālitātēm, kas paredzētas, lai nodrošinātu viņu atpakaļizvešanu vai paredzēto muitas nodokļu nomaksāšanu tai gadījumā, ja atpakaļizvešana nenotiek likumā noteiktā laikā.

15 pārāk.
Stādi, kas var izceļties starp līgumā sādējām valstīm attiecībā uz šīs konvencijas iztuvošanu un izpildīšanu, un kuras nevar atrisināt diplomātiskā ceļā, ir nododami uz vienas līgumsādējās valsts pieprasījumu, no trim locekļiem sastādītai skrējiesai.

Katra līgumsādējās valsts ieceļ pēc savas ieskaņa vienu locekli un kopīgi ieceļ viršķirējīt esnesi.

Šīs ieceļšanas izdarīmas pēc iespējas dažādā laikā. Viršķirējīt esnesis nevar būt vienas līgumsādējās valsts pie derīgais, viņa dzīves vieta nedrīkst strastīties viņu teritorijā un tas nevar atvērt viņu dienestā.

Ja līgumsādējās valsts nevar vienu spēles par viršķirējīt esnesa iecelšanu vēna mēnešā laikā no dienas, kura viena līgumsādējās valsts paziņoja, otrs par savu nodomu nodot stridu skrējiesai, skrējīt esnesis ieceļjams no Pārākā Starptautiskās Tiesas Priekšsēdētāja pēc viņa ieskaņa.

Tiesa sanāk virstiesneša noteiktā vieta. Skrējīt esnesu lēmumam ir saistīs spēks.

16. pārāk.

Šī konvencija ir ratificējama un ratifikācijas dokumentu apmaiņa notiek Berlīnē pēc iespējas drīzā laikā.

Konvencija stājas spēkā ratifikācijas dokumentu apmaiņas dienā un vispirms uz vienu gadu. Ja to neuzteic sešus mēnešus pirms šī laika notečēšanas, tad tā tiek atjaunoata kļūdot uz nenoteiktu ilīdzi un to var uzteikt katrai laikā, bet tā pati vēl spēku sešus mēnešus roteķēšanas dienā.

Šo apliecinot abu līgumsādējās valstu pilnvarotie parakstīja šī konvenciju un viņi piedāvājās zīmogus.

Konvencija sastādīta Berlīnē divos oriģinālos tūkstoši deviņi simti deviņdesmit ceturtā gada ceturtā decembris.

Parakstījis Parakstījis
Dr. Voits Dr. Rüfenacht

Konvencijas fullojama teksts pieņemts Saeimas 1925. g. 3. aprīļa plēnarsēdē.

J. Vesmans.
Saeimas sekretārs.

Valsts Prezidenta pavēle
armijai un flotei

1925. g. 16. aprīli

Nr. 435.

§ 1.

Atļauju uz pašu vēlēšanos ieoaktivā kāja dienesta līdz turpmākam rīkojumam. Siguldas kājnieku pulka kapteini Ansi Ekkāru, Budžēnu un kreditu pārvaldes kāja īerēdnī Hariju Neilandu un Liepājas kāja slīmīcas ērtu pulkvedi, leņķinātu Atminu Hilze.

§ 2.

Atļauju ro obligatoriskā aktīvā kāja diensta līdz turpmākam rīkojumam Smagās artillerijas diviziona kapteinim ģenērijs Smidru-Laučiņam.

Pamatā: L. R. S. 42. p. un kāja klaus. lik. 5. un 134. p.

Valsts Prezidents J. Čakste,
Kāja ministra, pulkvedis Bangerskis.

Valdības rīkojumi un paveles.

Ar ministru kabineta piekritēju apstiprināt, 1925. g. 11. aprīlī.
Satiksmes ministre
J. Pauliks.

Rīkojums Nr. 126 par laukstrādnieku pārvadāšanu par pazeminātu maksu.

Pret šīm gādā izdotām Latvijas laukstrādniecības centralbiedrības, Latvijas laukstrādnieku ekonomiskās savienības un Kurzemes centralbiedrības aplieciņām atļauju laikā no 8. g. 15. aprīļa līdz 9. g. 15. junijam pārvadāt laukstrādniekus par pazeminētu par 50% braukuma maksu, leviņo sekošus nosacījumus:

1) izbraukuma stacijai leša edzama uz katru pārvadājamo laukstrādnieku grupu kopēja no vienas no augšminētām organizācijām izsniegta aplieciiba, kura jābūt uzrādītam: izbraukuma stacija, ceļa virziens, gala stacija, pārvadājamo laukstrādnieku skaits; tālāk viņas jābūt norādījumam, ka pasažeri ir laukstrādnieki un tie pārvadāti par pazeminētu par 50% tarifu.

2) aplieciņām jābūt parakstītām no atlēcīgas orga izacījas valdes priekšsēdētāja un sekretāra, tāpat tām jābūt apzināto oām ar šīs organizācijas zīmogu;

3) laukstrādnieki pārvadājami grupās ne mazāk par 5 personām katrā.

Laukstrādu eku pārvadāšanā i sastādāmi pasažieru ātrums pēc pārvadāšanas dobumi, kuras gala staciā līdz ar augsākminēto organizāciju aplieciņām jāiesūta finansu direktorijai pie norākīna para tā kārtībā.

Šīs rīkojums spēkā no 1925. g. 15. aprīļa līdz 9. g. 15. junijam.

Dzelzsceļu galvenais direktors A. Rode

Finansu direktors M. Mazkalniņš.

Valdības iestāžu paziņojumi.

RĪKOJUMS № 76
1925. g. 15. aprīli.

Paziņojums.

Finansu ministrijai muitas de arāments paziņo, ka ar finansu ministra pieteikšanu š. g. 25. aprīlī uz Polijas robežas Piedrujā tiek atvērts Indras muitas Piedrujas punkts, kuru darbosies uz 1924. g. „Valdības Vēstnesi” 214. numurā izsludināto noteikumu, par muitas punktu darbību, pamata.

Deputamenta direktors E. Dundurs.
Nodajās vadītājs D. Vilsons.

RĪKOJUMS № 75.

1925. g. 15. aprīli.

Paziņojums.

Papildinot 1924. g. 29. oktobra „Valdības Vēstnesi” 247. numura paziņojumu № 19797, iešļētu ministrijas administratīvais un finansu ministrijas muitas departamenti paziņo, ka 1924. g. 24. septembra „Valdības Vēstnesi” 217. numurā izsludinātie noteikumi par muitas formalitātu nokrāšanu pie pēcām ievēšanas un izvešanas caur robežas pārejas punktiem, kuros neārodas muitas iestādes resp. punkti, attiecīs, bez jau agriā izsludinātām uz Kalšu robežas pārejas punktu Aizputes aprīkni uz Lielvāras robežas, caur kuru var ielaist vai izlaist precēs, uz Rēuges muitas Vaiņodes vai Kūžas punktiem.

Iekšlietų ministrijas administratīvā
departamenta direktors Šlobergss
Finansu ministrijas muitas departamenta
direktors E. Dundurs.

Rīgas apgabaltiesas 1. iecīk. tiesīs izpildītājs

paziņo, ka 25. aprīlī 1925. g. pulksten 10. rītā, Rīgā, Skārņu ielā № 13, uz II. torņiem pārīdos Kārļa Burba kustamo manu, sastāvošu no 1. drobīšķa un novērtētu par Ls 1500.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdamo manu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 14. aprīlis 1925. g.

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1260

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1261

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1262

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1263

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1264

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1265

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1266

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1267

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1268

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1269

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1270

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1271

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1272

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1273

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1274

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1275

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1276

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1277

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1278

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1279

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1280

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1281

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1282

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1283

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1284

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1285

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1286

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1287

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1288

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1289

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1290

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1291

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1292

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1293

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1294

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1295

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1296

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1297

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1298

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1299

Tiesas izpildītājs Vildaus.

1300

Rigas apgabaltiesas 6. iecirkņa tiesu izpildītājs

pazīgo, ka 23. aprīlī 1925. g. pulksten 10. rīti, Rīga, Brīvības ielā № 42, dz. 18, Britānijas-Latv. tirdz. sabiedrī. R. Feldhans un Co. prasības lietā pārīdos Novi Epsteina kustamo mantu, sastāvošu no mebelēm un novērtētu par Ls 230.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 6. aprīlī 1925. g.

1153 Tiesu izpild. J. Zirgels.

Rigas apgabaltiesas 6. iec. tiesas izpildītājs.

— Rīgo, ka 23. aprīlī 1925. g. pulksten 10. rīti, Rīga, Brīvības ielā № 42, dz. 18, Britānijas-Latvijas tirdz. sab. R. Feldhans un Co. prasības lietā pārīdos Novi Epsteina kustamo mantu, sastāvošu no mebelēm un novērtētu par Ls 230.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 6. aprīlī 1925. g.

1154 Tiesu izpild. J. Zirgels.

Rigas apgabaltiesas 6. iec. tiesas izpildītājs.

pazīgo, ka 22. aprīlī 1925. g. pulksten 9. rīti, Rīga, Brīvību ielā № 73, dz. 1, pārīdos Nikolaja Rozentāla kustamo mantu, sastāvošu no mebelēm un novērtētu par Ls 660.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 8. aprīlī 1925. g.

1266 Tiesu izpild. J. Grinios.

Rigas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesu izpildītājs

pazīgo, ka 22. aprīlī 1925. g. pulksten 9. dienā, Rīga, Brīvību ielā № 98/97, pārīdos Iciga Lappinga un Miķeja Rubinsteinu kustamo mantu, sastāvošu no kāršamās mēsīnas, lietota un novērtētu par Ls 460.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 8. aprīlī 1925. g.

1271 Tiesu izpild. J. Grinios.

Rigas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesu izpildītājs

pazīgo, ka 23. aprīlī 1925. g. pulksten 9. dienā, Rīga, Gogoja ielā № 8/10, dz. 30, pārīdos Edgara Kāna kustamo mantu, sastāvošu no mebelēm, un novērtētu par Ls 260.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 8. aprīlī 1925. g.

1268 Tiesu izpild. J. Grinios.

Rigas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesu izpildītājs

pazīgo, ka 23. aprīlī 1925. g. pulksten 9. dienā, Rīga, Gogoja ielā № 8/10, dz. 30, pārīdos Edgara Kāna kustamo mantu, sastāvošu no mebelēm, un novērtētu par Ls 260.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 8. aprīlī 1925. g.

1269 Tiesu izpild. J. Grinios.

Jelgavas apgabaltiesas Jēkabpils apgabaltiesas izpildītājs

pazīgo, ka 23. aprīlī 1925. g. pulksten 9. dienā, Rīga, Gogoja ielā, sarkanais spilērs № 8, pārīdos Borisja Joffe kustamo mantu, sastāvošu no 100 pud dzelzs $2\frac{1}{2} \times 4\frac{1}{2}$ un novērtētu par Ls 230.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 8. aprīlī 1925. g.

1272 Tiesu izpild. J. Grinios.

Liepājas apgabaltiesas Izpildītājs par Liepājas apr.

(kura kancelejā atradas apgabaltiesas, iestābā № 9), pamatojoties uz civ. proc. lik. 1141., 1146.—1149. p. p. paziņo:

1) ka izpildot minētās tiesas uzdevumus no 6. marta š. g. saskārā ar Valsīs zemes bankas rakstu no š. g. 28. februāra ar № k. 2322, dēļ izdevumā prasības — Ls 249.76 piedziņas ar soda naudu, tiesas un piedziņas novērtētu par Ls 500.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jēkabpils, 11. aprīlī 1925. g.

1272 Tiesu izpild. Ernstsons.

Liepājas apgabaltiesas Izpildītājs par Liepājas apr.

(kura kancelejā atradas apgabieties, iestābā № 9), pamatojoties uz civ. proc. lik. 1141., 1146.—1149. p. p. paziņo:

1) ka izpildot minētās tiesas uzdevumus no 6. marta š. g. saskārā ar Valsīs zemes bankas rakstu no š. g. 28. februāra ar № k. 2322, dēļ izdevumā prasības — Ls 249.76 piedziņas ar soda naudu, tiesas un piedziņas novērtētu par Ls 500.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jēkabpils, 11. aprīlī 1925. g.

1272 Tiesu izpild. Ernstsons.

Pārīdos pirmā publiskā izsolē

Robertam Zamejai dālam Kaueram piešerošo

nekustamo īpašumu,

kūš atrodes Liepājas apriņķi, Gramzdas pagastā, un sastāv no Liel-Gramzdas "Vecvagār" mājām zem zemes grāmatu reģistra № 80 ar zemes platību 140 pārietas, 23 kapes un ēkām;

2) ka bez augšējās prasības uz minēto īpašumu ir nostiprinātas priekš Annas Kauer, dzm. Sudmal, tiesības dabūt no šo mīju īpašnieka līdz mīža galam aizmētus;

3) īpašums ir novērtēts no Valsts zemes bankas pie aizdevumu izsniegšanas par Ls 4000.—

Solišana sāksies no bankas prasības sumas, pieleicot piedziņas izdevumus, soda naudu un nesamaksātus valsts nodokļus;

4) persoām, kas vēlas piedalīties solišanā, ir jāiemaksza drošības nauda 10. daļa no novērtētās sumas (400) lati un jāiesniedz apliecība, ka no tiesību ministrijas puses vijam nav šķēršķi iegūt pārīdotā īpašumu;

5) zemes grāmatas par šo īpašumu tiek vestas Aizputes-Grobiņas zemes grāmatu nodāja — Lepājā;

6) persoām, kuriem ir tādas tiesības uz šo īpašumu, kas nepielaiž viņa pārīdotā īpašumu, tādās ir jāuzrāda līdz pārīdotā īpašuma dienā;

7) visi raksti un dokumenti, attiecīgi uz pārīdotā īpašumu, ir ieskatāti Liepājas apgabaltiesas civilnodaļā, vai pie tiesību izpildītāja;

Lepāja, 6. aprīlī 1925. g. № 746

1273 Tiesu izpild. Z. Kīnešs.

Citu iestāžu sludinājumi.

Tiesību nodokļu departamenta

dažādu maksājumu piedziņēs pazīgo, ka 22. aprīlī 1925. g. pulksten 9. rīti, Rīga, Brīvību ielā № 73, dz. 1, pārīdos Nikolaja Rozentāla kustamo mantu, sastāvošu no mebelēm un novērtētu par Ls 660.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā īpašumu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 6. aprīlī 1925. g.

1274 Tiesu izpild. J. Zirgels.

Rigas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesību izpildītājs

pazīgo, ka 22. aprīlī 1925. g. pulksten 9. rīti, Rīga, Brīvību ielā № 98/97, pārīdos Iciga Lappinga un Miķeja Rubinsteinu kustamo mantu, sastāvošu no kāršamās mēsīnas, lietota un novērtētu par Ls 460.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā īpašumu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 8. aprīlī 1925. g.

1275 Tiesu izpild. A. Ozoliņš.

Rigas pol. 2. iec. priekšnieks

pazīgo, ka 20. aprīlī š. g. pulksten 10. dienā, Muitas ielā № 4. dz. 11,

"Pārīdos vairāksolišanā"

Dāvida Devircā kustamo mantu, novērtētu par Ls 200.— un sastāvošu no 50 kg tīrīas vates, dēļ viņa 1924. g. pēc. pējās nodokļa segšanas.

Rīga, 11. aprīlī 1925. g.

1276 Tiesu izpild. J. Grinios.

Rigas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesību izpildītājs

pazīgo, ka 22. aprīlī 1925. g. pulksten 9. dienā, Rīga, Gogoja ielā № 8/10, dz. 30, pārīdos Edgara Kāna kustamo mantu, sastāvošu no mebelēm, un novērtētu par Ls 260.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā īpašumu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 8. aprīlī 1925. g.

1277 Tiesu izpild. J. Grinios.

Rigas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesību izpildītājs

pazīgo, ka 23. aprīlī 1925. g. pulksten 9. dienā, Rīga, Gogoja ielā, sarkanais spilērs № 8, pārīdos Borisja Joffe kustamo mantu, sastāvošu no 100 pud dzelzs $2\frac{1}{2} \times 4\frac{1}{2}$ un novērtētu par Ls 500.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā īpašumu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 8. aprīlī 1925. g.

1278 Tiesu izpild. J. Grinios.

Rigas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesību izpildītājs

pazīgo, ka 23. aprīlī 1925. g. pulksten 9. dienā, Rīga, Gogoja ielā № 8/10, dz. 30, pārīdos Edgara Kāna kustamo mantu, sastāvošu no mebelēm, un novērtētu par Ls 260.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā īpašumu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 8. aprīlī 1925. g.

1279 Tiesu izpild. J. Grinios.

Jelgavas apgabaltiesas Jēkabpils apgabaltiesas izpildītājs

pazīgo, ka 23. aprīlī 1925. g. pulksten 9. dienā, Rīga, Gogoja ielā, sarkanais spilērs № 8, pārīdos Borisja Joffe kustamo mantu, sastāvošu no 100 pud dzelzs $2\frac{1}{2} \times 4\frac{1}{2}$ un novērtētu par Ls 500.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskaitīt pārīdotā īpašumu, varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīga, 8. aprīlī 1925. g.

1280 Tiesu izpild. J. Grinios.

Jelgavas apgabaltiesas Jēkabpils apgabaltiesas izpildītājs

pazīgo, ka 23. aprīlī 1925. g. pulksten 9. dienā, Rīga, Gogoja ielā, sarkanais spilērs № 8, pārīdos Borisja Joffe kustamo mantu, sastāvošu no 100 pud dzelzs $2\frac{1}{2} \times 4\frac{1}{2}$ un novērtētu par Ls 500.—